

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Arrogance-US-sans-fin-Pour-ameliorer-la-relation-avec-le-Venezuela-les-faus-ses-accusations-doivent-etre-rejetees>

# Arrogance US sans fin : « Pour améliorer la relation avec le Venezuela, les fausses accusations doivent être rejetées. »

Date de mise en ligne : samedi 9 mars 2013

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

Le gouvernement de Barack Obama envisage une amélioration des relations avec le Venezuela s'il s'avère que le successeur de Hugo Chavez est plus « pragmatique », selon le message qui a filtré dans les médias ici (N.Y.), tandis que certains critiques de la politique de Washington envers l'Amérique Latine soulignent que quand il s'agit du pétrole, toute relation avec les États-Unis d'Amérique est dangereuse.

En même temps, le Département d'État a annoncé aujourd'hui qu'il enverra une délégation officielle aux funérailles du président Hugo Chávez, composée par les représentants fédéraux démocrates Gregory Meeks et Bill Delahunt, ainsi que le chargé d'affaires de l'ambassade US à Caracas, James Derham (les deux pays ont rappelé leurs ambassadeurs depuis 2010).

Comme ils ont l'habitude de faire d'ici, le Département de l'État a décidé de rappeler à plusieurs medias à grand tirage, via de hauts fonctionnaires non identifiés, sur des tentatives douteuses et discrètes pour établir un dialogue avec les cadres supérieurs du gouvernement vénézuélien, surtout avec le vice-président Nicolás Maduro, pendant les derniers mois pour évaluer les conditions envisageables pour renouer les relations bilatérales.

*The New York Times* et *Los Angeles Times*, entre autres, ont rapporté que le gouvernement US est entré en contact avec Maduro en novembre 2012 pour évaluer l'intérêt d'améliorer la relation, et devant une réponse positive des fonctionnaires des deux pays ont eu quelques échanges téléphoniques et trois réunions informelles à Washington, la dernière quand la santé de Chavez était déjà très détériorée.

Mais le *New York Times* remarque que peu après, ce processus a été abandonné laissant des fonctionnaires US essayer de comprendre quelles étaient les intentions réelles de Maduro.

Le contact initié par le Département de l'État avait été déjà confirmé par Maduro lui-même en janvier. Cependant, aucun des medias US n'explique ce qui a interrompu ces conversations bilatérales.

Tout indique que le président Barack Obama lui-même a fait dérailler le processus avec ses commentaires dans un entretien avec UNIVISION (TV Vénézuélienne privée d'opposition farouche) vers la mi décembre, qui ont été condamnés par le gouvernement de Chávez.

Obama a répondu à une question : « nous avons vu de Chavez dans le passé des politiques autoritaires et de répression contre la dissidence ». Il a ajouté que la politique US soutenait le peuple vénézuélien et sa « liberté », juste quand le président critiqué passait par une étape délicate de son traitement médical.

Maduro, dans un communiqué officiel, a considéré ces déclarations d'Obama « révoltantes ». Au nom du gouvernement vénézuélien, celui devenu aujourd'hui président par intérim a remarqué que « avec ses déclarations infâmes en ce moment si délicat pour le Venezuela, le président des États-Unis assume la responsabilité de conduire les relations bilatérales vers une plus grande détérioration, rendant évidente la continuité de sa politique d'agression et d'irrespect envers notre pays ».

Mais cette semaine, après qu'Obama ait fait une déclaration à propos la mort de Chavez, où il exprimé le souhait de développer une « relation constructive » avec le gouvernement vénézuélien, des hauts fonctionnaires US ont réitéré devant des médias : « nous désirons une relation productive et fonctionnelle ». Ils ont ajouté que bien qu'on ne s'attende à aucun pas positif avant les élections, l'absence de Chavez offrait une possibilité pour un virement dans les relations bilatérales. Ils ont indiqué que l'on pouvait envisager une plus grande coopération dans les luttes anti drogue, de l'antiterrorisme et dans les intérêts économiques, y compris dans l'énergie, a rapporté le *Los Angeles*

Times.

Cependant, dans cette conjoncture immédiate aucun changement n'est visible dans la relation. Aujourd'hui, le gouvernement US a « catégoriquement repoussé encore une fois les accusations selon lesquelles Washington continue d'agir contre le régime vénézuélien, ce pourquoi Maduro a ordonné l'expulsion de deux attachés militaires.

La porte-parole du Département de l'État Victoria Nuland a remarqué que ces « fausses accusations » font partie d'un « vieux » scénario dans lequel s'utilisent les plaintes « d'intervention étrangère comme football politique dans la politique interne du Venezuela ».

Elle a souligné : « nous aimerions arriver à un point où nous pouvons améliorer notre relation bilatérale », mais pour l'obtenir, il faut dépasser les accusations contre les États-Unis d'Amérique qui ont été faites dans les derniers jours.

Nuland a ajouté que son gouvernement espère que les élections se tiendront dans le cadre des règles constitutionnelles - puisque « les Vénézuéliens méritent l'occasion de choisir leur prochain leader de manière démocratique » - que les institutions fonctionnent d'une forme appropriée, « que les branches du gouvernement soient indépendantes et qu'existe un système électoral impartial et transparent ».

Elle a demandé de protéger la liberté d'expression et que « tous les candidats aient une égalité des chances ».

À leur tour, experts et analystes des sujets interaméricains offrent un panorama dans lequel un renouvellement des relations diplomatiques bilatérales déjà très détériorées est possible si Maduro est élu comme successeur de Hugo Chavez, ce pourquoi presque tous coïncident que ce sera probable, puisqu'il est considéré comme un homme politique « pragmatique », qu'il a eu un rôle clef, quand il a été ministre des affaires étrangères chancelier, pour négocier des conflit au plan international.

D'autres voix demandent plutôt ce que désire la Maison Blanche et quels sont les intérêts US dans cette période de transition.

Le vieux journaliste d'investigation Greg Palast remarque que les grands médias US ont l'habitude de ne pas rappeler que la colère et l'agression de Washington et de la partie du patronat de Venezuela a été provoquée par les efforts de Chavez de reprendre le contrôle des ressources pétrolières de son pays et qui les a employées pour des programmes sociaux, en plus de la redistribution de terres et d'autres choses mal vues par l'élite et la Maison Blanche.

« Les présidents élus qui irritent le grand pétrole ont fini en exil ou dans un cercueil », écrit Palast, rappelant des exemples dans le monde entier.

Il raconte que le président décédé lui avait commenté : « c'est un jeu d'échecs (...) et je suis très bon joueur d'échecs ».

Palast conclut : « une guerre de classes sur un échiquier. Même mort, je ne parierais pas contre Hugo Chavez ».

**David Brooks**, Correspondant du Journal La Jornada. New York, le 7 mars.

[La Jornada](#). Le Mexique, le 8 mars 2013, p. 4

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).